

## Des activistes incarcérés au Burundi

Deutsche Welle, 28 février 2023 Cinq activistes ont été incarcérés à la prison centrale de Bujumbura, accusés de collaborer avec Avocats sans frontières qui n'est plus reconnue au Burundi. Les cinq activistes ont été arrêtés pour la plupart à l'aéroport international Ndadaye Melchior de Bujumbura. Après la reprise du réchauffement des relations avec l'Union européenne, il semble donc que la répression des activistes des droits humains reprenne au Burundi.

Il s'agissait d'arrestations planifiées, selon les propos de Martin Ninteretse. Le ministre burundais de l'Intérieur, qui a en charge la gestion des organisations de la société civile, a expliqué qu'il redoutait ce qu'il qualifie de risque de financement du terrorisme. "Cette ONG fournit officiellement des fonds financiers à ces associations mais les rapports que ces dernières transmettent au ministre de l'Intérieur ne portent aucune trace de ces financements. On a fait des investigations et on a conclu que probablement il y a un risque de soutien du terrorisme à travers ces financements" a-t-il précisé. L'ONG visée par le gouvernement burundais est Avocats sans frontières. Celle-ci a dû quitter le Burundi en 2020, au motif qu'elle ne respectait pas les équilibres ethniques lors de ses recrutements. Les inquiétudes des militants des droits humains Outre les six activistes des droits humains emprisonnés, une journaliste est également incarcérée depuis six mois désormais pour "atteinte à l'intégrité du territoire national". Gabriel Rufyiri est un défenseur de droits socio-économiques et il estime que ces nouvelles incarcérations de militants des droits humains risquent de dégrader l'image du pays. "L'impact est très négatif sur tous les plans! Dans le concert des nations, le Burundi va être taxé comme un pays où les droits humains, la liberté d'opinion, la liberté de la presse ne sont pas respectés. Un pays où il y a des journalistes et des défenseurs des droits humains qui sont en prison, c'est un pays qui est automatiquement classé comme ne respectant pas toutes les libertés" explique-t-il. Mais ce durcissement du pouvoir burundais pourrait ne pas se limiter au domaine des droits humains. En politique, le Congrès national pour la liberté, le principal parti d'opposition, dénonce l'ingérence du pouvoir dans ses affaires. Agathon Rwasa, son président, regrette l'interdiction récente adressée à son parti de célébrer son quatrième anniversaire, le 19 février dernier. "C'est une immixtion pure et simple. Mais même si le pouvoir devait s'immiscer dans les affaires internes du parti, on ne peut pas quand même refuser un droit à plus d'un million de gens. Sur le plan de la démocratie, c'est une faille. Les droits et libertés politiques ne sont pas respectés. Le parti au pouvoir veut exister seul et nous ne pouvons qu'en pâtir" déplore Agathon Rwasa. Une attente classée 147e en 2021, le Burundi occupe désormais la 107e place sur 180 pays dans le classement mondial 2022 de la liberté de la presse de Reporters sans frontières. Depuis la nomination de Fortuné Gatan Zongo au poste de rapporteur spécial des Nations unies sur le Burundi, en avril 2022, le pays refuse aussi toute collaboration avec ce mécanisme qui serait "non consenti, à odeur politique et de type gendarme", selon le gouvernement burundais. Les cinq défenseurs des droits humains arrêtés le 15 février dernier ont été entendus, lundi, dans la Chambre de conseil. La séance s'est déroulée à la prison centrale de Mpimba à Bujumbura où ils sont emprisonnés. La décision de la justice de les libérer ou de les maintenir en détention est attendue d'un moment à l'autre. Antidite Ntiragira